



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Attractivité - Adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE), est une association nationale, créée en 1951 sous l'impulsion d'élus locaux. L'AFCCRE est la section française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) qui regroupe plus de 1200 collectivités territoriales de tous niveaux dont l'objectif est de promouvoir une Europe locale, régionale et démocratique. L'AFCCRE est une association à but non lucratif dont le rôle principal est de promouvoir l'action des collectivités territoriales françaises à l'échelle européenne. Elle intervient dans la mise en relation des collectivités territoriales membres avec des représentants des institutions européennes.

Elle a pour objectif de :

- Renforcer l'implication des collectivités territoriales et de leur groupement dans les dispositifs européens ;
- Optimiser leur capacité à bénéficier des financements européens ;
- Former, informer et sensibiliser les élus et les agents territoriaux sur l'ensemble des sujets européens d'intérêt pour les collectivités territoriales et leur groupement ;
- Développer l'esprit européen dans les collectivités territoriales et leur groupement en promouvant les échanges et partenariats européens et internationaux ;
- Appuyer les collectivités territoriales et leurs groupements dans leurs actions en matière de mobilité européenne et internationale, en particulier celles impliquant les jeunes ;
- Assurer en France la promotion et le suivi de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;
- Contribuer à la défense des intérêts des collectivités territoriales et de leurs groupements dans l'élaboration et la mise en œuvre de la réglementation européenne les concernant ;
- Veiller à la prise en compte des besoins spécifiques des collectivités territoriales et de leurs groupements dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes européens ;
- Appuyer les collectivités territoriales et leurs groupements dans leurs actions en matière de mobilité européenne et internationale ;
- Assurer la représentation des collectivités territoriales et de leurs groupements au sein des réseaux européen et mondial d'autorités locales et régionales :
 - o Au niveau européen, le Conseil des Communes et Régions d'Europe ;
 - o Au niveau mondial, Cités et Gouvernements locaux Unis.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'adhésion à l'AFCCRE permettrait de contribuer à :

- Renforcer la présence de la collectivité au sein des réseaux européens ;
- Accroître la contribution des programmes européens au financement des opérations métropolitaines et à leur qualité ;
- Rencontrer des partenaires européens, associer, mutualiser les diverses compétences en vue de réponses communes aux appels à projets européens ;
- Accroître le rayonnement de la Métropole au niveau européen et son influence auprès des institutions européennes ;
- Bénéficier de l'expertise technique de la Commission et des réseaux, faire du lobbying.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole est justifiée par l'activité menée par la collectivité depuis de nombreuses années au niveau européen. Elle concerne de nombreuses actions portées par la collectivité et financées dans le cadre des fonds structurels européens (FSE, FEDER, FEADER) : BIC de Montpellier, mesure agri environnementales....

La cotisation de l'adhésion est de 18 787 € pour l'année 2024 (fin de l'exercice 2023 également couvert).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau AFFCRE jusqu'à la fin de l'année 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.